SÉNAT DE BELGIQUE

RÉUNION DU 25 JUILLET 1934

COMMISSION DES PÉTITIONS

FEUILLETON N° 2

Pétitions sur lesquelles la Commission a statué.

Numéro
du registre des
d'ordre. pétitions.

I 1654. Le Conseil communal de Hollogne-aux-Pierres émet le vœu de voir la Législature :

1^o admettre que le chômage est une calamité qui frappe la Nation tout entière et dont toute la charge doit être supportée par le Trésor;

2^o subsidiairement, limiter la quote-part imposée aux provinces et aux communes dans les dépenses du Fonds National de Crise à la seule dépense afférente aux allocations complémentaires;

3^o admettre que les dépenses anormales du chômage sont des charges extraordinaires qui doivent pouvoir être le cas échéant, couvertes au moyen de fonds d'emprunt, et rapporter la disposition faisant l'objet de l'article 6 de l'arrêté-loi du 31 mai 1933.

— Même pétition des Conseils communaux de Monceau-sur-Sambre, Tournai, Elverzele, Winxele, Muizen, Petigny, Meirelbeke, Thommen, Theux, Borgerhout et Niel.

DÉCISION :

Renvoi à M. le Premier Ministre.

2 1701. Le Conseil communal de Soignies émet le vœu de voir la Législature modifier l'arrêté-loi du 31 mai 1933 relatif à l'intervention du Fonds National de Crise en faveur des chômeurs, en accordant trente allocations journalières par exercice aux chômeurs qui ont épuisé leurs droits aux indemnités réglementaires et, éventuellement, accorder des allocations nouvelles aux chômeurs qui se trouvent en état de besoin.

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre du Travail et de la Prévoyance Sociale.

Numéro
d'ordre. Numéro
du registre des
pétitions.

- 3 1704. Les président et secrétaire du « Bond der Vrije Neeringdoeners », de Blankenberghe, émettent le vœu de voir maintenir la période des grandes vacances entre le 1^{er} juillet et le 1^{er} septembre.

DÉCISION :

Renvoi à M. le Premier Ministre.

- 4 1706. La Marquise de Pierre et consorts soumettent au Sénat, au nom de la « Ligue Belge pour la Protection des Oiseaux », un pétitionnement national pour la suppression de la tenderie, comportant 663,251 adhésions. Ce pétitionnement indique par des statistiques précises, le tort incalculable que cause à l'agriculture et à la sylviculture le massacre par millions des oiseaux insectivores, répété annuellement par les tendeurs.

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture.

- 5 1707. Par requête datée de Maldeghem du 12 mars 1934, le sieur Charles-Louis De Smet demande la levée de l'état de siège dans la commune de Maldeghem et la destitution du bourgmestre.

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

- 6 1708. Les présidents de l' « Association des Consommateurs particuliers d'électricité » et de l' « Association des Commerçants de Seraing », par pétition datée de Seraing, émettent le vœu de voir le Gouvernement prendre l'initiative de modifier au plus tôt la formule en vigueur pour le calcul des prix maxima du kilowatt de courant électrique.

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre des Affaires Economiques.

- 7 1709. Le président de la « Fédération Nationale des Conducteurs civils sortis de l'Université de Gand », par pétition datée de Gand, demande que la prochaine loi sur la protection des titres universitaires protège également le titre universitaire de « conducteur civil ».

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre de l'Instruction Publique.

Numéro
d'ordre. Numéro
du registre des
pétitions.

- 8 1710. Par pétition datée d'Ixelles, le sieur Cristel se plaint itérativement au Sénat d'un déni de justice dont il aurait été l'objet. Il y joint copie d'une lettre adressée par le Président de l'Union des Fraternelles de l'Armée de campagne au Ministre de la Justice exposant la situation du pétitionnaire.

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre de la Justice.

- 9 1711. Le Conseil communal de Hamme émet le vœu de voir l'entretien, la consolidation et le rehaussement des digues des cours d'eau et rivières navigables laissés entièrement à la charge de l'Etat.

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre des Travaux publics.

- 10 1712. Le Conseil communal de Heure-le-Romain émet le vœu de voir l'autorité supérieure envisager la reprise des frais d'entretien des chemins de grande communication ne répondant plus à l'usage pour lequel ils étaient destinés.

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre des Travaux publics.

- 11 1713. Le Conseil communal de Forchies-la-Marche émet le vœu de voir les Chambres législatives adopter sans retard le projet de loi supprimant la formule religieuse dans le serment judiciaire.

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre de la Justice.

- 12 1714. Le Conseil communal de La Panne émet le vœu de voir le Gouvernement maintenir la période des vacances entre le 15 juillet et le 15 septembre, plutôt qu'entre le 1^{er} août et le 1^{er} octobre.

DÉCISION :

Renvoi à M. le Premier Ministre.

- 13 1715. Le Conseil communal de Gendbrugge émet le vœu de voir le Pouvoir législatif accorder l'amnistie totale pour tous les délits politiques et militaires commis pendant la guerre.

DÉCISION :

Renvoi à M. le Premier Ministre.

- | Numéro
d'ordre. | Numéro
du registre des
pétitions. | |
|--------------------|---|--|
| 14 | 1716. | Par pétition datée de Bruxelles, le sieur Paul Otlet, au nom des « Amis du Palais Mondial », transmet le vœu de ce groupement faisant appel au Gouvernement pour qu'il fasse effort pour trouver un local convenable pouvant abriter la documentation du Palais Mondial. |

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre des Travaux publics.

15	1717.	Les présidents des V.O.S. et B.V.O.S., par pétition datée de Watou, émettent différents vœux concernant le désarmement, l'emploi des langues dans l'armée, l'invalidité, l'amnistie, etc.

DÉCISION :

Renvoi à M. le Premier Ministre.

16	1718.	Par pétition datée de Bruxelles, le secrétaire général du « Vlaamsch Verbond », transmet le vœu de cette association de voir le Gouvernement tenir la main à l'application de la législation sur l'emploi des langues en matière d'enseignement dans l'agglomération bruxelloise.

— Même pétition de la section de Bruxelles du « Davidsfonds ».

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre de l'Instruction Publique.

17	1721.	Par pétition datée de Bruxelles, les président et secrétaire du « Verbond van het Vlaamsch Personeel der Openbare Besturen », demandent au nom de ce groupement que la loi du 28 juin 1932 et les arrêtés royaux s'y rapportant, soient intégralement appliqués par la Société nationale des Chemins de fer belges.

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre des Transports.

18	1723.	Le Conseil communal d'Eupen demande l'octroi d'un subside extraordinaire pour la solution de la question de la distribution d'eau par la réalisation du projet de barrage du Weser.

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.

19	1724.	Par pétition datée d'Anvers, la dame Haagensen demande une pension à charge du Trésor pour services rendus dans l'enseignement.

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre de l'Instruction Publique.

Numéro d'ordre.	Numéro du registre des pétitions.	
20	1730.	Par pétition datée de Bruxelles, le président de la « Prévoyante », association du personnel de l'Industrie hôtelière, transmet le vœu de ce groupement de voir le Parlement empêcher l'emploi de main-d'œuvre étrangère dans l'industrie hôtelière, afin de diminuer le chômage dans cette industrie.
DÉCISION :   <i>Renvoi à M. le Ministre du Travail et de la Prévoyance Sociale.</i>
21	1731.	Par pétition datée de Bruxelles, le secrétaire général de la « Fédération Nationale des Déportés » transmet le vœu de ce groupement de voir le Parlement consacrer l'immunisation complète des pensions de guerre tant en ce qui concerne l'état de besoin des invalides-chômeurs que la majoration des pensions de vieillesse à accorder aux pensionnés de la guerre.
DÉCISION :   <i>Renvoi à M. le Ministre du Travail et de la Prévoyance Sociale.</i>
22	1733.	Par pétition datée de Turnhout, la « Commission d'étude pour la lutte contre le chômage », composée du bourgmestre et des échevins de la ville, de l'Organisation catholique des Patrons, des Classes Moyennes, des Ouvriers chrétiens et d'autres groupements de Turnhout, émet le vœu de voir le Gouvernement mettre en œuvre des dispositions permettant de faire retourner à la terre le plus grand nombre possible de chômeurs.
DÉCISION :   <i>Renvoi à M. le Ministre du Travail et de la Prévoyance Sociale.</i>
23	1734.	Le Conseil communal de Watermael-Boitsfort émet le vœu de voir l'Etat Belge revenir à de meilleurs sentiments à l'égard de la province de Brabant et des communes de la vallée de la Woluwe, en intervenant, sous forme de subsides, dans le coût des travaux d'établissement de l'égout-collecteur.
DÉCISION :   <i>Renvoi à M. le Ministre des Travaux publics.</i>
24	1735.	Le Conseil communal de La Louvière proteste contre le prix exagéré de l'électricité réclamé par les sociétés concessionnaires; demande la revision de la formule actuellement appliquée en tenant compte des facteurs intervenant dans l'établissement du prix de revient, pour arriver à une réduction sensible du prix du kilowatt, adéquate aux intérêts légitimes des producteurs et des consommateurs.
DÉCISION :   <i>Renvoi à M. le Ministre des Affaires Economiques.</i>

Numéro
d'ordre.

Numéro
du registre des
pétitions.

- 25 1736. L'Association des Conseillers et Secrétaires communaux catholiques de l'arrondissement de Gand-Eecloo, par pétition datée de Gand et signée par le secrétaire, émet le vœu, en vue de combattre le chômage, de voir l'âge de retraite des secrétaires communaux fixé à septante ans.

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

- 26 1737. Par pétition datée de Liège, le Secrétaire de la « Ligue Provinciale du Coin de Terre et du Foyer de la Province de Liège » transmet le vœu de ce groupement de voir améliorer l'aide aux chômeurs par la mise à leur disposition d'un terrain de 300 mètres carrés, au besoin par la réquisition des terres nécessaires, moyennant équitable indemnité.

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale.

- 27 1738. Par pétition datée de Bruxelles, le sieur Couvreur expose la détresse des employés chômeurs involontaires et demande que le Gouvernement s'occupe de leur situation.

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre de Travail et de la Prévoyance sociale.

- 28 1739. Par pétition datée de La Louvière, le président du « Fonds de chômage intercommunal de La Louvière » : Vu la situation malheureuse des chômeurs de l'industrie des mines licenciés définitivement et qui ne peuvent bénéficier des prorogations du Fonds national de Crise, émet le vœu de voir les autorités compétentes examiner avec la plus grande bienveillance, la possibilité d'accorder le bénéfice des prorogations à ces ouvriers dont la grande majorité n'ont aucune ressource, tout en ayant, pour la plupart, de lourdes charges de famille.

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale.

Le Président,
P. LALEMAND.